ASSEMBLÉE NATIONALE

7 avril 2023

MESURES POUR BÂTIR LA SOCIÉTÉ DU BIEN VIEILLIR EN FRANCE - (N° 1070)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1150

présenté par

M. Ruffin, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Rome, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 13 QUATER, insérer l'article suivant:**

L'État garantit le droit à vivre dignement pour les personnes âgées en situation d'autonomie réduite. Ce droit est garanti à toute personne âgée qui, résidant sur le territoire français de façon régulière et stable, n'est pas en mesure d'accéder à un degré d'autonomie et d'indépendance conforme à ses libertés fondamentales.

Cette garantie s'exerce par la création d'un droit à vivre dans des conditions consenties et adaptées à la situation de chacun et de chacune.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement d'appel, nous proposons la création d'un droit opposable à vivre dignement pour les personnes âgées en situation d'autonomie réduite.

« Une personne âgée m'appelle et elle me dit : 'Je ne veux pas aller en structure, je veux mourir chez moi.' Mais moi, je suis obligée de lui répondre quoi ? 'Je n'ai pas de place dans mon

planning.’ Parce que nous manquons de personnel. C’est devenu un souci de santé publique : les hôpitaux poussent les personnes âgées dehors, mais ici, sur la commune, les trois associations sont pleines, ne peuvent pas prendre de nouveaux dossiers... ». Voici ce que nous racontait Jessica.

Sur le modèle du droit opposable pour le logement, nous proposons de créer un droit de même nature quant aux difficultés de logement adapté que peuvent rencontrer les personnes âgées, notamment quand elles se trouvent en situation d’autonomie réduite et de dépendance. L’État doit se porter garant d’une vie digne pour nos aînés et du respect de leurs choix d’habitat. Cela passe donc par la création d’un droit à vivre dans des conditions consenties et adaptées à la situation de chacun et de chacune.